

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

OBJET : **ACQUISITION DE CONSOMMABLES DE FRAGMENTATION D'ADN COMPATIBLE AVEC L'EQUIPEMENT MEGARUPTOR 3 DE LA SOCIETE DIAGENODE**

AU BENEFICE DE L'UNITE GDEC – PLATEFORME GENTYANE

Administration contractante

**INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE POUR L'AGRICULTURE, L'ALIMENTATION ET
L'ENVIRONNEMENT - INRAE**
Etablissement Public à caractère Scientifique et Technologique
Centre INRAE Clermont-Auvergne-Rhône-Alpes
F – 63 122 SAINT-GENES-CHAMPANELLE

Ordonnateur Secondaire :

Madame La Directrice des Services d'Appui du centre INRAE Clermont-Auvergne-Rhône-Alpes

Comptable assignataire des paiements :

**Monsieur l'Agent Comptable Secondaire du centre INRAE Clermont-Lyon-Grenoble Auvergne-
Rhône-Alpes**
site INRAE Crouël
5 chemin de Beaulieu
63 000 CLERMONT – FERRAND

Version	Indice	Date d'émission	Document rédigé par	Relu et corrigé par	Validé par	Modifications
BETA	A	22/05/2025	K. VALLUY			
FINALE	A	26/05/2025		D. BOYER LOUBARESSE	K. VALLUY	
REVISEE						

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE

1.1 Objet

Le présent marché a pour objet la fourniture, livraison comprise, de consommables de fragmentation d'ADN compatibles avec l'équipement Megaruptor 3 de la société DIAGENODE, installé sur la plateforme GENTYANE de l'unité GDEC.

1.2 Décomposition en lots

Le présent marché n'est pas décomposé en lot.

1.3 Tranches optionnelles

La présente consultation ne fait pas l'objet de tranches optionnelles.

1.4 Prestations Supplémentaires Éventuelles Obligatoires

La présente consultation ne fait pas l'objet de Prestations Supplémentaires Éventuelles Obligatoires.

ARTICLE 2 : TYPE DE PROCEDURE ET PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Cette consultation est passée selon la procédure de marché à procédure adaptée en application de l'article L2123-1 l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et de l'article R2123-1 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Le présent marché est un accord-cadre s'exécutant à bons de commande selon l'article R2162-1 et 2162-2 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

Les prix sont détaillés dans le bordereau des prix unitaires (BPU) annexé à l'acte d'engagement.

Ce marché est un accord-cadre mono-attributaire s'exécutant par l'émission de bons de commande sans montant minimum et un montant maximum de 50 000 € HT sur la durée totale du marché (4 ans)

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- 1) Les Actes d'Engagement et leurs annexes, constituées du Bordereau des prix unitaire (BPU) complété par le candidat (annexe 1).
- 2) Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières du 26/05/2025
- 3) Le Cahier des Clauses Techniques Particulières du 26/05/2025,

- 4) Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG / FCS), issu de l'arrêté du 30 mars 2021 modifié par l'arrêté du 30 septembre 2021,
- 5) Le mémoire technique détaillée du candidat précisant impérativement :
- Les consommables proposés
 - Le délai de livraison pour chaque commande
 - Un descriptif démontrant la compatibilité des consommables proposés avec le matériel Megaruptor 3 de la société DIAGENODE et démontrant la fiabilité des résultats obtenus avec l'utilisation de ces consommables

ARTICLE 3 : DUREE DU MARCHE

Le marché est passé pour une période **d'un an à compter de la date de notification du marché** et pourra être reconduit par voie expresse (voie d'avenant), trois fois, pour une durée d'un an, sans que sa durée totale ne puisse excéder 4 (quatre) ans.

ARTICLE 4 : MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

Le présent marché s'exécute au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande émis par l'unité GDEC (U1095) du Centre INRAE Clermont Auvergne Rhône Alpes.

Ces bons de commande seront transmis par mail.
La date d'envoi détermine la date d'émission du bon de commande.

Tout bon de commande portant la mention INRAE permet d'obtenir les conditions prévues au présent marché et doit comporter les renseignements suivants :

- ❖ la référence au présent marché,
- ❖ le numéro du bon de commande, à reporter sur le bon de livraison et la facture,
- ❖ la désignation des fournitures et les quantités à livrer,
- ❖ le délai et lieu de livraison,
- ❖ les conditions et l'adresse précise de livraison,
- ❖ le prix unitaire du produit,

ARTICLE 5 : CONDITIONS DE LIVRAISON

Ces conditions sont détaillées à l'article 5 du Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Les inscriptions sur les emballages livrés au titre du marché seront en français.

Le transport des aliments s'effectue sous la responsabilité du titulaire et ce, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

ARTICLE 6 : LE PRIX

6.1- Nature des prix

Le marché est conclu à prix unitaire.

Le marché à bons de commande est traité à prix unitaires sur la base des prix figurant au bordereau des prix, appliqués aux quantités réellement livrées.

A ces prix seront appliquées les remises consenties par le titulaire en fonction des quantités commandées et indiquées au Bordereau des Prix Unitaires.

Les prix du marché sont réputés inclure tous les frais et taxes de toute nature ainsi que les sujétions de toute sorte incombant au titulaire du présent marché pour la correcte exécution de ses prestations.

Si en cours de marché des fournitures n'existent plus sur le marché en raison de considérations techniques, le candidat en informera sans délai INRAE.

6.2 – Modalités de détermination des prix

Les prix sont exprimés par rapport à une unité de poids (indiqué au Bordereau des Prix Unitaires), hors taxe, pour la fourniture livrée, tous frais de transport et déchargement compris.

Le bon de commande arrête le prix des fournitures à son émission au regard du bordereau des prix unitaires du marché tel que précisé ci-dessus. Les prix hors taxe proposés par les candidats sont contractuels après acceptation par INRAE. S'y ajoute la TVA calculée au taux en vigueur au jour de la livraison.

6.3 – Révision des prix

Conformément à l'article 10.2.2 du CCAG – FCS, **les prix unitaires prévus au marché sont révisables annuellement**, sur la base du dernier indice connu. ***L'indice retenu est l'indice : Indice de prix de production de l'industrie française pour les marchés extérieurs – A38 CE, CPF 20 – Produits chimiques _ identifiant 010765297 – Base 2021***
:

$$P = P_o (I_o/I-3)$$

P = prix forfaitaire révisé trimestriellement,

P_o = prix au mois Mo (mois de remise des offres),

I-3 = dernier **Indice de prix de production de l'industrie française pour les marchés extérieurs – A38 CE, CPF 20 – Produits chimiques _ identifiant 010765297 – Base 2021** et publié trois mois avant la date de révision du marché.

I_o = dernier **Indice de prix de production de l'industrie française pour les marchés extérieurs – A38 CE, CPF 20 – Produits chimiques _ identifiant 010765297 – Base 2021** connu et publié au mois Mo (mois de remise des offres)

Les prix initiaux sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres (Mois Mo).

Cette révision de prix prendra la forme d'une mise à jour du Bordereau de Prix du marché fait par le titulaire avec les tarifs révisés. Les prix sont révisables à la hausse comme à la baisse.

Le BPU révisé devra être transmis par le titulaire à INRAE **1 mois avant la fin de la période en cours.**

Pour être valable, chaque nouveau bordereau de prix devra être visé par les deux parties. Si la mise à jour du Bordereau de Prix Unitaires n'est pas parvenue et validée à INRAE avant la facturation, le dernier bordereau validé à la date de la facture s'appliquera.

A tout nouveau prix, s'appliquent les conditions financières et le ou les rabais indiqués à l'acte d'engagement.

ARTICLE 7 – EVOLUTIVITE DES BORDEREAUX DE PRIX

En cours de marché, l'ajout de nouveaux produits sur les Bordereaux de Prix Unitaires sera possible :

- À la demande d'INRAE, en fonction de nouveaux besoins émergents en cours de marché, dans le cas de la substitution d'un produit devenu indisponible ou dont l'augmentation du prix est devenue trop élevée au regard de l'économie générale du marché,
- À la demande du titulaire dans le cas du remplacement d'une référence qui ne serait plus commercialisée par un équivalent. Cet ajout prendra systématiquement la forme d'un avenant au marché accompagné d'un nouveau Bordereau de Prix Unitaires annexé.

ARTICLE 8 – OPERATIONS DE VERIFICATIONS QUALITATIVES ET QUANTITATIVES DES ALIMENTS

Dans le CCTP, des exigences techniques et technologiques sont indiquées pour certains aliments dans les spécifications particulières liées à chaque lot. Les représentants habilités des unités d'INRAE sont habilités à renvoyer toute livraison ne répondant pas à ces exigences.

A la demande d'INRAE, le titulaire donnera à l'institut toutes les facilités nécessaires pour surveiller les phases de la fabrication en usine et, effectuer éventuellement les prélèvements des matières premières pour analyse.

Les opérations de vérification sont effectuées par l'émetteur du bon de commande ou son représentant habilité. Le délai de vérification des produits est fixé à 3 jours ouvrables à compter de la date de livraison sur le site INRAE.

ARTICLE 9 : PENALITES

9.1. Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG / FCS, le titulaire encourt des pénalités de retards égales à 1/1000 du montant global du marché, par jour de retard de livraison à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1000$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard

9.2. Pénalités afférentes au travail dissimulé

Lorsqu'il ne respecte pas ses obligations déclaratives afférentes à la lutte contre le travail dissimulé telles que définies aux articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail, le titulaire encourt une pénalité égale à 10 % du montant du marché et ne pouvant excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail. Le pouvoir adjudicateur peut également, en lieu et place de cette pénalité, décider de résilier le marché pour faute sans indemnités.

9.3. Plafond des pénalités

Le plafond général des pénalités applicables au présent marché est égal à 20% du montant global des prestations commandées par INRAE.

ARTICLE 10 : AVANCE

Pour les marchés dont le montant initial en prix de base est au moins égal au seuil de 50 000 € HT fixé par le décret précité pour le versement de l'avance, une avance sera versée au titulaire du marché sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Son montant est, en prix de base, égal à cinq pour cent du montant initial du marché en prix de base, si le délai d'exécution du marché exprimé en mois n'excède pas douze mois. Si le délai dépasse douze mois, l'avance est calculée en prenant 5 % d'une somme égale à douze fois le montant initial du marché divisé par la durée exacte du marché exprimée en mois.

Le taux minimal de l'avance est porté à 20% lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise conformément au décret n° 2024-1251 du 30 décembre 2024 portant diverses mesures de simplification du droit de la commande publique entré en vigueur au 1^{er} janvier 2025.

Le paiement de l'avance interviendra sans formalité dans le délai de 30 jours compté à partir de la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution du marché.

Aucune variation de prix ne sera appliquée au montant de l'avance.

Conformément au décret n° 2024-1251 du 30 décembre 2024 portant diverses mesures de simplification du droit de la commande publique entré en vigueur au 1^{er} janvier 2025, le remboursement de l'avance intervient de manière échelonnée en tenant compte du montant de l'avance accordée et des sommes restant dues au titulaire.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des travaux dont ils sont chargés est au moins égal au seuil fixé par le décret n°2018-1075 précité modifié pour le versement de l'avance.

Le versement de cette avance, dont le montant doit être au moins égal à 5% du montant des travaux sous-traités, et son remboursement, sont effectués à la diligence de l'entrepreneur ayant conclu le contrat de sous-traitance. Cet entrepreneur prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

ARTICLE 11 : PAIEMENT

Le paiement sera effectué à la livraison des fournitures et à l'acceptation de la livraison par l'unité émettrice du bon de commande.

ARTICLE 12 : FACTURATION

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

A l'heure actuelle, la transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte par INRAE que par dépôt au format pdf sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures seront établies en un original selon les règles prévues par la comptabilité publique. Elles comprendront outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- Le numéro SIRET du centre INRAE bénéficiaire
- Le numéro du marché
- Les prestations réalisées ou fournitures livrées
- Le numéro du bon de commande
- Le montant HT des prestations ou fournitures
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total TTC

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Président du Centre INRAE Clermont-Auvergne-Rhône-Alpes.

Le paiement sera effectué par virement administratif au compte indiqué par le titulaire (RIB joint).

Le délai global de paiement est de 30 jours maximum à compter de la réception de la facture dans les formes prescrites.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée.

ARTICLE 13 : ASSURANCE

Le titulaire devra pouvoir justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée garantissant sa responsabilité civile pour dommages de toute natures causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendie :

- Par son personnel salarié en activité de travail,
- Par ses matériels d'industrie, de commerce, d'entreprise ou d'exploitation,
- Du fait d'un événement engageant la responsabilité de l'entreprise après la livraison du matériel.

ARTICLE 14 : LITIGES

En cas de litige, les parties s'efforceront de trouver une solution amiable à leur différend. A défaut, le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand est seul compétent.

ARTICLE 15 : RESILIATION

Il sera fait application des articles 38 à 45 du CCAG / FCS.

Tout manquement constaté du titulaire dans ses obligations telles que décrites au présent marché sera notifié au titulaire par courrier recommandé avec accusé de réception. Si la société n'a pas donné suite dans les quinze (15) jours suivant la réception de la lettre recommandée, INRAE pourra résilier le contrat de plein droit aux torts du titulaire. En cas de résiliation du contrat par INRAE, le prestataire sera rémunéré des prestations terminées et admises et des prestations en cours d'exécution dont INRAE accepte l'achèvement.

ARTICLE 16 : DEROGATIONS

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG FCS, le présent CCAP n'établit pas la liste des articles du CCAG FCS auxquels il est dérogé

A Theix, le 26/05/2025